



If asked about investment in Canada, in light of 25% tariff

- President Trump has indicated plans to apply tariffs globally, including threats to other countries such as the BRIC nations. U.S. tariffs are unlikely to target Canada exclusively.
- Canada has faced similar challenges in the past and managed them successfully. For example, Canada renegotiated NAFTA during the first Trump administration and resolved the U.S. Section 232 tariffs on steel and aluminum.
- Canada and the United States share one of the world's most successful partnerships, built on a foundation of shared history, common values, and strong ties between our peoples. We are also each other's largest trading partners, with deeply integrated economies.
- Rest assured, safeguarding the strength and success of this partnership remains a top priority for Canada.

If pressed further on Investment

- Canada remains a stable and preferred destination for investment, consistently ranked by the Economist Intelligence Unit as 2nd best country in the G20 for doing business over the next five years (2025-2029).
- Among G20 nations, Canada holds the 3rd spot for ease of starting a business.
- Canada is also ranked 5th in the G20 for being one of the least complex jurisdictions for conducting business.
- Additionally, Canada boasts the most educated talent pool among OECD countries, with 63% of its population aged 25 to 64 having completed tertiary level education.
- With a Global Skills Strategy in place, Canada ensures businesses can attract highly skilled global talent.
- Foreign investors continue to choose Canada: Canada had the second-largest foreign direct investment (FDI) stock to GDP ratio among G20 countries in 2023.
- Of the 25 countries included in the Kearney FDI Confidence Index, a measure of the likelihood of a market attracting investment in the next three years, Canada ranks 2nd overall after the United States.
- The Trump Administration has immediately withdrawn government support of programs with climate/clean energy-related priorities, including the *Inflation Reduction Act (IRA)* and the *Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA)*, which presents opportunities in Canada.





- Canada's commitment to cleantech and the uncertainty of US government support to the sector positions Canada as a prime destination for foreign direct investment.
- Its proven track record and welcoming, transparent investment environment with clear and predictable investment tax credits supporting clean technology manufacturing, clean hydrogen, zero-emission technologies, and carbon capture and storage, make it an ideal choice for international investors.
- Strengths in renewable energy, water and wastewater management, energy storage, energy efficiency, smart grids, hydrogen technologies, carbon capture, utilization and storage (CCUS), and waste-to-energy/value solutions highlight key areas for collaboration with partner countries.
- Canada ranks 2nd out of 21 countries and is home to 13 of the world's top 100 cleantech companies poised for significant market impact in the next five to ten years, as recognized by the Global Cleantech Group 100.
- Canada generates 70% of its electricity from renewable sources and 82% from non-GHG emitting sources, positioning the country as a global leader in collaborative research and development in this sector. It ranks 6th in the G20 in both the Sustainable Development Goal Index 2024 and the Environmental Performance Index 2024.
- Canada has the lowest statutory corporate income tax rate (17.9%) for zero-emission technology manufacturing and processing in the G7.
- Canada also offers a full tax deduction in the first year of investments for the entire cost of machinery and equipment used for the manufacturing of goods and certain clean energy equipment.
- Additionally, Canada offers one of the most generous R&D tax incentives to businesses in the G7.

Si l'on interroge sur l'investissement au Canada, à la lumière des tarifs de 25 %.

- Le président Trump a fait part de son intention d'appliquer des tarifs à l'échelle mondiale, y compris des menaces à l'égard d'autres pays tels que les nations du groupe BRIC. Il est peu probable que les tarifs américains ciblent exclusivement le Canada.
- Le Canada a déjà été confronté à des défis similaires par le passé et les a gérés avec succès. Par exemple, le Canada a renégocié l'ALÉNA au cours de la première



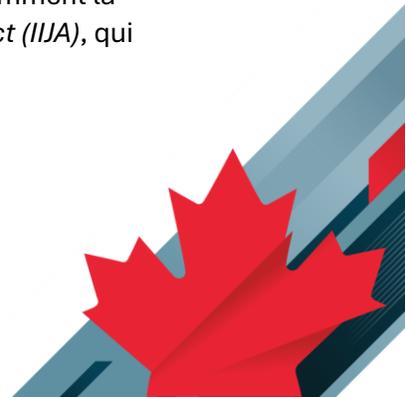


administration Trump et a résolu les tarifs américains de l'article 232 sur l'acier et l'aluminium.

- Le Canada et les États-Unis partagent l'un des partenariats les plus fructueux au monde, fondé sur une histoire partagée, des valeurs communes et des liens étroits entre nos peuples. Nous sommes également les plus grands partenaires commerciaux l'un de l'autre, avec des économies profondément intégrées.
- Soyez assurés que la préservation de la force et de la réussite de ce partenariat reste une priorité absolue pour le Canada.

Si l'on insiste davantage sur l'investissement

- Le Canada reste une destination stable et privilégiée pour l'investissement, régulièrement classée par l'Economist Intelligence Unit comme l'une des meilleures juridictions pour faire des affaires au cours des cinq prochaines années (2024-2028).
- Parmi les pays du G20, le Canada se classe au 3e rang pour ce qui est de la facilité à démarrer une entreprise.
- Le Canada se classe au 5e rang des pays du G20 pour ce qui est de la juridiction la moins complexe pour la conduite des affaires.
- Le Canada possède le bassin de talents le plus scolarisé de l'OCDE : 63 % de sa population âgée de 25 à 64 ans a terminé des études supérieures.
- Grâce à la mise en place de la Stratégie en matière de compétences mondiales, le Canada veille à ce que les entreprises puissent attirer des talents mondiaux hautement qualifiés.
- Les investisseurs étrangers continuent de choisir le Canada : En 2023, le Canada avait le deuxième plus grand stock d'investissements directs étrangers (IDE) par rapport au PIB parmi les pays du G20.
- Parmi les 25 pays inclus dans l'indice Kearney de confiance en matière d'IDE, qui mesure la probabilité qu'un marché attire des investissements au cours des trois prochaines années, le Canada se classe au deuxième rang, après les États-Unis.
- L'administration Trump a immédiatement retiré le soutien du gouvernement aux programmes ayant des priorités liées au climat/à l'énergie propre, notamment la *Inflation Reduction Act (IRA)* et la *Infrastructure Investment and Jobs Act (IIJA)*, qui offre des opportunités au Canada.





- L'engagement du Canada en faveur des technologies propres et l'incertitude quant au soutien du gouvernement américain dans ce secteur font du Canada une destination de choix pour les investissements directs étrangers.
- Ses résultats avérés et son environnement d'investissement accueillant et transparent, avec des crédits d'impôt à l'investissement clairs et prévisibles soutenant la fabrication de technologies propres, l'hydrogène propre, les technologies à zéro émission, ainsi que le captage et le stockage du carbone, font du Canada un choix idéal pour les investisseurs internationaux.
- Les forces du Canada dans les domaines des énergies renouvelables, de la gestion de l'eau et des eaux usées, du stockage de l'énergie, de l'efficacité énergétique, des réseaux intelligents, des technologies de l'hydrogène, du captage, de l'utilisation et du stockage du carbone (CUSC), et des solutions de valorisation énergétique des déchets mettent en évidence des domaines clés de collaboration avec les pays partenaires.
- Le Canada se classe au deuxième rang sur 21 pays et abrite 13 des 100 meilleures entreprises mondiales de technologies propres susceptibles d'avoir un impact significatif sur le marché au cours des cinq à dix prochaines années, comme l'a reconnu le Global Cleantech Group 100.
- Le Canada produit 70 % de son électricité à partir de sources renouvelables et 82 % à partir de sources n'émettant pas de GES, ce qui le positionne comme un leader mondial de la recherche et du développement collaboratifs dans ce secteur. Il se classe au 6e rang du G20 pour l'indice des objectifs de développement durable 2024 et l'indice de performance environnementale 2024.
- Le Canada a le taux d'imposition statutaire sur le revenu des sociétés le plus bas du G7 (17,9 %) pour la fabrication et la transformation de technologies zéro émission.
- Le Canada offre également une déduction fiscale complète au cours de la première année d'investissement pour l'ensemble du coût des machines et équipements utilisés pour la fabrication de biens et de certains équipements énergétiques propres.
- Le Canada offre l'une des plus généreuses incitations fiscales à la R et D des entreprises au sein du G7.

